

Le Canada inscrit un autre fort gain de l'emploi

- Au Canada, l'emploi augmente plus que prévu...
- ...en évitant un plongeon redouté...
- ...même s'il s'agit du gain le plus faible dans la reprise.
- Ce chiffre positif permet à BdC de temporiser la semaine prochaine.

Évolution de l'emploi au Canada sur un mois (en milliers)/taux de chômage (%), en chiffres désaisonnalisés, novembre 2020 :

Données réelles : 62,1/8,5

Banque Scotia : 20/8,9

Consensus : 20/9,0

Auparavant : 83,6/8,9

Ce n'est pas si mal. Voilà qui résume bien notre pensée sur le gain de 62 k emplois du Canada en novembre et sur les détails qui sous-tendent ce gain. Ce chiffre est largement au rendez-vous de toutes les estimations dans le consensus, y compris notre propre approximation de +20 k\$, qui a été au moins comptabilisée du bon côté du grand ivre. Le tiers des prévisionnistes s'attendait à une baisse. Veuillez consulter le tableau ci-joint pour prendre connaissance des faits saillants.

Effectivement, une perte d'emplois était le facteur que redoutait le marché à cet égard; voilà pourquoi, puisqu'on a évité un plongeon et que les salaires américains ont fléchi, le positionnement des marchés a basculé, ce qui a permis au dollar canadien de s'apprécier d'environ trois quarts de cent par rapport au dollar US. La baisse de la courbe de la dette souveraine du Canada s'est accentuée, mais un peu moins qu'aux États-Unis suivant la publication des deux rapports sur l'emploi.

Désormais, il manque au Canada « à peine » 573 000 emplois pour regagner le pic pré-pandémique de février; l'économie a repris 2,4 millions des 3 millions d'emplois perdus à l'origine de février à avril (graphique 1). Un demi-million de vies toujours percutées par les pertes d'emploi, c'est désolant, et c'est ce que l'on penserait dans toute récession normale, sans parler de la crise actuelle, qui impose un lourd tribut à bien d'autres égards. Or, pour faire bonne mesure, nous devons reconnaître que près de 2,5 millions de personnes ont pu reprendre une forme de travail ou une autre, même si elles n'ont pas retrouvé le même emploi dans bien des cas.

Le graphique 2 fait état de la progression initiale dans la reconquête des emplois par secteur depuis l'éruption de la pandémie.

Nous allons nous en contenter, du moins pour l'instant, à plus forte raison parce que le Canada a déjà prolongé les mesures d'aide offertes sur le marché de l'emploi pour prémunir les travailleurs contre l'incertitude qui pointe à l'horizon, alors que les États-Unis débattent toujours de la question de savoir s'ils le feront et combien ils y consacreront. Comme je l'ai déjà laissé entendre, c'est le rapport suivant qui nous inquiétait davantage que celui-ci. S'il en est ainsi, c'est surtout à cause du durcissement des restrictions imposées pendant la COVID-19. L'Ontario a essentiellement confiné Toronto et la région voisine de Peel et a durci les restrictions ailleurs aussitôt après la semaine de référence de l'Enquête sur la population active. D'autres restrictions devraient être annoncées aujourd'hui à Queen's Park dès 13 h 30, heure de l'Est. Ces deux cycles de restrictions devraient certainement entamer les prochains chiffres sur l'emploi qui seront publiés en décembre, d'ici environ un mois.

RENSEIGNEMENTS

Derek Holt, VP et chef des Études économiques sur les marchés des capitaux

416.863.7707

Études économiques de la Banque Scotia

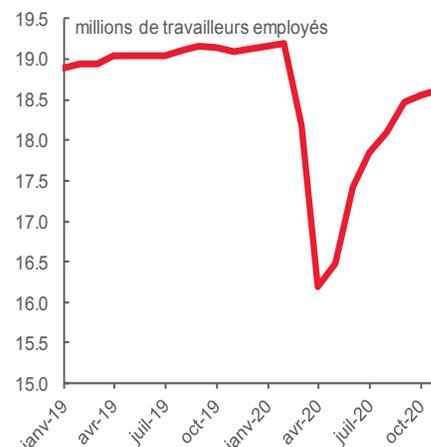
derek.holt@scotiabank.com

Répartition des emplois au Canada	
Province	sur un mois
Ontario	+36,6 k
Colombie-Britannique	+23,9 k
Québec	+15,7 k
Nouvelle-Écosse	+10,0 k
Nouveau-Brunswick	+4,2 k
Terre-Neuve-et-Labrador	+2,3 k
Île-du-Prince-Édouard	+1,0 k
Saskatchewan	-2,8 k
Alberta	-10,8 k
Manitoba	-18,1 k
Type d'emploi	sur un mois
À temps plein	+99,4 k
À temps partiel	-37,4 k
Secteur public	+31,6 k
Secteur privé	+23,1 k
Emplois autonomes	+7,4 k

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Graphique 1

La reprise de l'emploi au Canada



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Ce rapport nous donne un aperçu des effets qui se produiront dans la répartition des détails sectoriels. Le graphique 3 fait état de la répartition de l'évolution de l'emploi par secteur en novembre. L'amplitude est satisfaisante, puisque l'emploi a monté dans neuf secteurs sur 16, qu'il a à peine bougé dans cinq secteurs et qu'il a baissé dans deux secteurs, dans une mesure relativement importante. Ce sont ces deux secteurs qui continueront probablement de peser sur l'ensemble de l'emploi dans les rapports suivants, puisqu'ils sont particulièrement vulnérables aux restrictions de la COVID-19 (soit les bars, les restaurants, les voyages et l'hébergement, entre autres).

Sectoriellement, les industries de biens ont créé 44 k emplois, alors que les services en ont ajouté 18 k. Dans le secteur des biens, l'essentiel du gain est attribuable aux emplois dans la construction, qui ont monté de 26 k, alors que les ressources en ont créé 10 k, les entreprises manufacturières, 4 k, et les services publics en ont perdu 4 k.

Dans le secteur des services, le marché s'est enrichi de 18 k emplois. Les seules vraies hausses se sont produites dans le commerce de gros et de détail (27 k), dans les transports et l'entreposage (+20 k), ainsi que dans les finances, les assurances et l'immobilier, qui ont gagné 15 k emplois. Dans l'information, la culture et les loisirs, les emplois ont plongé de 26 k, et dans l'hébergement et la restauration, ils ont perdu 24 k. Dans les autres secteurs, l'emploi n'a pas bougé.

Ces chiffres dans la population active employée ou en recherche active de travail ont ramené le taux de participation à 65,1 %, après un creux de 59,8 % en avril (graphique 4). Il s'agit d'à peine quelques dixièmes d'un point de pourcentage par rapport au pic de février et de la preuve encourageante du rebond de l'emploi, qui a aussi ramené un plus grand nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

Les heures de travail comptabilisent une hausse de 16 % sur un trimestre en chiffres désaisonnalisés et annualisés jusqu'à maintenant au T4 (graphique 5). Le brusque rebond du T3 se poursuit au T4. Puisque le PIB se définit en heures de travail multipliées par la productivité de la main-d'œuvre, le solide gain des heures de travail est de bon augure pour la croissance du PIB, en données constantes.

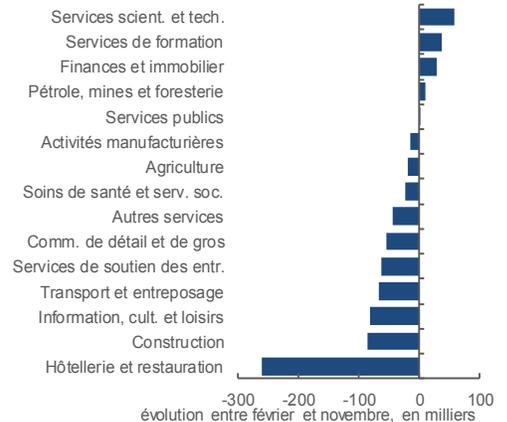
Le secteur public a gagné 32 k emplois, alors que le secteur privé en a créé 23 k. Les emplois autonomes ont gagné à peine 7 k.

Par province, la progression a été menée par l'Ontario (+37 k), puis par la Colombie-Britannique (+24 k) et le Québec (+10 k). La Nouvelle-Écosse a créé 10 k emplois. Le Manitoba en a perdu 18 k, l'Alberta, 11 k, et la Saskatchewan a à peine bougé (-3 k), comme les autres provinces.

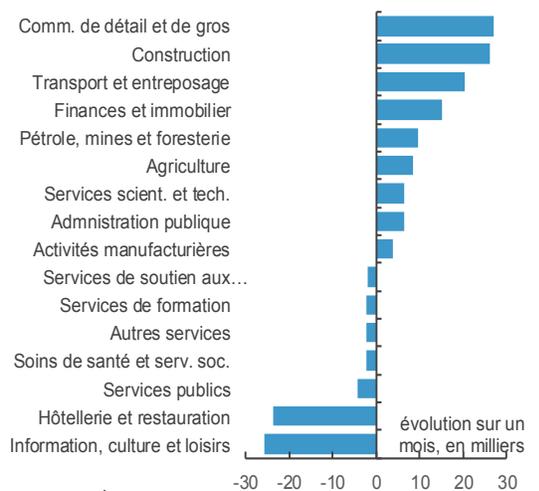
Les emplois à temps plein ont monté de 99 k et les emplois à temps partiel ont baissé de 37 k. Il y a eu 82 k de Canadiens au chômage de moins le mois dernier.

Le taux de chômage a baissé de quatre dixièmes d'un point de pourcentage à 8,5 %, alors que la population active s'est contractée de presque 20 k emplois et que le nombre d'emplois a monté de 62 k.

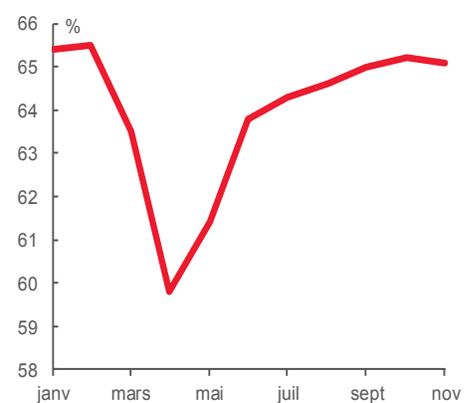
Les femmes ont encaissé un choc démesuré sur le marché de l'emploi pendant la pandémie; il est donc encourageant de constater, dans le graphique 6, que les niveaux d'emploi des hommes et des femmes se rétablissent à parité depuis que les écoles ont rouvert leurs portes, ce qui continue de mettre en lumière l'importance d'ouvrir les écoles du point de vue de l'économie et des effets sur les genres. Or, les premiers chocs démesurés sur l'emploi produisent des effets de longue durée sur les femmes.

Graphique 2
La reprise de l'emploi au Canada regagne les niveaux pré-pandémiques


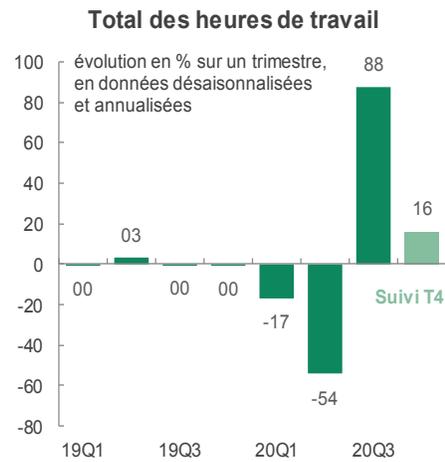
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Graphique 3
Changements en novembre dans les niveaux d'emploi au Canada par secteur


Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Graphique 4
Taux de participation à la population active du Canada


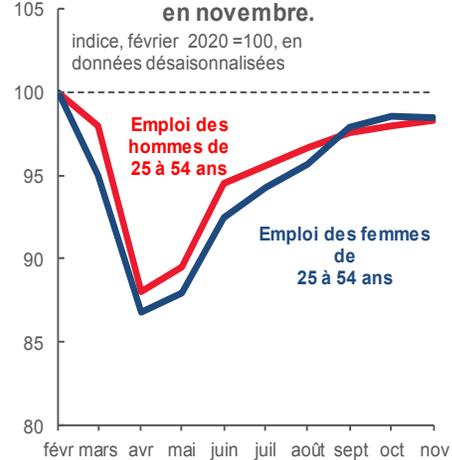
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Graphique 5


Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Graphique 6

Reprise de l'emploi : le nombre de femmes en âge de travailler est resté égal en novembre.



Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.